

Dans tous les pays qui subissent les coups de boutoir d'une conjoncture internationale éprouvée, la classe ouvrière passe constamment à la lutte, prouvant qu'elle n'est pas du tout intégrée, n'en déplaie à certaine école de sociologues.

Ainsi, l'impossibilité pour le capitalisme de résoudre ses difficultés économiques, sous-tendues par l'aggravation des rivalités et contradictions inter-impérialistes, ouvre la voie à UN MOUVEMENT PROLETARIEN AUTONOME, pour la défense de ses intérêts les plus élémentaires.

Si en regard de la colossale puissance de l'ennemi, et l'immensité de leur tâche historique, la riposte présente des travailleurs semble encore faible, elle annonce au-delà de ses faiblesses que la lutte a repris un cours irréversible dans les principales métropoles industrielles. En outre, elle montre l'effectivité permanente de la répression étatique qui s'abat sur le prolétariat pour le maintenir sous le joug du capital.

Au sortir de la longue éclipse du mouvement ouvrier, des violences éclatent dans les usines, des brutalités sont commises sur la personne des cadres et des patrons, des machines sont malmenées. Tous ces actes ne sont que les toutes premières, mais inévitables, batailles de la guerre de classes, que les ouvriers avec un courage admirable, leur faisant braver la torture de la faim et du chômage, la loi et ses séides, mènent au grand jour contre la classe dominante.

A l'époque de décadence, le capitalisme devient stérile: aux travailleurs, il ne peut rien accorder, ni "droit" politique, ni progrès matériel quelconque. Chaque jour, la classe ouvrière est dépouillée un peu plus des vieilles conquêtes parlementaires et syndicales. Parce qu'elle recherche un sur-travail toujours plus grand, une productivité illimitée, la production, à cette époque, est plus que jamais anti-sociale.

Plus la crise s'approfondit, plus l'alternative "OU DICTATURE DU CAPITAL OU DICTATURE DU PROLETARIAT!" passe à l'actualité.

Face aux difficultés économiques grandissantes, toutes les forces politiques s'unissent pour distraire les ouvriers de leurs véritables intérêts de classe. Ainsi, dans la perspective des prochaines élections, Marchais a dit, avec raison, que "son parti était un parti de gouvernement", et de ressortir de ses archives, couvertes du sang de centaines de travailleurs, les respectables ministres "communistes" du Front populaire et de la reconstruction nationale.

Cette révélation faite une nouvelle fois pour rassurer le capital en crise, ne nous apprendra rien de bien nouveau, à nous qui avons vu le parti staliniste organiser les mesures de spoliation des grévistes dans un gouvernement "populaire", cou-